

Situation Mensuelle de l'Etat



Junin 2017



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -62,26 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2017 s'élève à -62,26 Md€ contre -63,13 Md€ à fin juin 2016. Ce solde s'explique essentiellement par une

hausse des dépenses nettes de 8,37 Md€ et une augmentation des recettes nettes de 7,15 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 171,95 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,78 Md€ dont 2,75 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,79 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,53 Md€, dont 3,52 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Défense** : 4,16 Md€, notamment au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » (2,23 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juin 2017 s'élèvent à 171,95 Md€ contre 163,58 Md€ à fin juin 2016. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses de fonctionnement (+4,50 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » avec +3,49

✓ Mission **Travail et emploi** : 2,78 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi (1,81 Md€) ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,01 Md€ dont 1,75 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,95 Md€ dont 1,00 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » et 0,87 Md€ « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,80 Md€ dont 0,93 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,83 Md€ « Gendarmerie nationale ».

Md€ de subventions pour charges de service public, du fait d'une modification d'échéancier de versement par rapport à l'année 2016), des dépenses de personnel (+2,26 Md€) et des dépenses d'intervention (+1,78 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 130,60 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,86 Md€ ;

IS (hors CSB) : 6,13 Md€ ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 5,61 Md€ dont 2,81 Md€ au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune, 1,26 Md€ de recettes diverses (notamment la contribution additionnelle à l'IS sur les dividendes distribués) et 1,18 Md€ au titre des retenues à la source et prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers ;

IR : 4,71 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,44 Md€, dont 1,11 Md€ de droits de mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,56 Md€ dont -2,79 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,23 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 155,30 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2017 s'élèvent à 155,30 Md€ contre 149,99 Md€ à fin juin 2016.

Cette évolution (+5,31 Md€) s'explique notamment par les hausses des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 3,85 Md€ (essentiellement en raison de la hausse des autres taxes

intérieures notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), de 3,62 Md€ des recettes de TVA et de 1,93 Md€ d'IS. Elle est, cependant, partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-2,78 Md€) et des recettes nettes d'IR (-0,87 Md€).

Recettes non fiscales : 3,00 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2017 s'élèvent à 3,00 Md€ contre 4,77 Md€ à fin juin 2016.

Cette baisse (-1,78 Md€) s'explique essentiellement par la diminution des produits du domaine de l'Etat de 0,76 Md€ (principalement les redevances d'usage des

fréquences radioélectriques), et la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,71 Md€ (principalement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -29,55 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -29,55 Md€ à fin juin 2017 contre -32,24 Md€ à fin juin 2016. Cette variation de +2,68 Md€ s'explique par

de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,87 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -20,91 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,31 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 13,69 Md€ (notamment au titre des acomptes de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et de cotisation foncière des entreprises).

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses à hauteur de 0,93 Md€ correspondant essentiellement à l'avance en compte courant d'actionnaire au bénéfice d'AREVA, et des recettes pour 1,91 Md€, principalement au titre de la

réduction de capital de la SOGEPA.

Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses à hauteur de 1,18 Md€ (notamment le soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques et le désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité), et des recettes de 0,65 Md€ correspondant au versement de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques.

A fin juin 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -20,91 Md€ contre -23,00 Md€ à fin juin 2016.

Cette variation (+2,09 Md€) s'explique essentiellement par l'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,82 Md€ en raison des recettes au compte « Soutien

financier au commerce extérieur »), compensée par la réduction du solde des comptes de concours financiers (-1,86 Md€ en raison, notamment, de la hausse des avances à l'ASP).

Dettes financières de l'Etat au 30 juin : 1 705,63 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 77,47 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 16,63 Md€). Le montant net des BTAN a diminué de 16,16 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page	
	Jun	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	4 186	-62 262	-63 134	-61 798	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	29 397	171 951	163 581	161 642	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	27 526	130 602	123 452	122 849	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 708	44 393	45 258	45 257	
- IS *	6 128	11 889	9 960	9 960	
- TVA	11 856	74 585	70 962	70 893	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	6 056	-20 913	-23 004	-23 004	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 746	105 300			16
Dettes financières de l'Etat	9 180	1 705 625			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	11 149	64 612	62 348	62 367
Dépenses de fonctionnement	6 765	30 123	25 625	25 457
Charges de la dette de l'Etat	12	20 097	20 438	20 438
Dépenses d'investissement	1 043	5 271	5 244	5 244
Dépenses d'intervention	10 308	49 866	48 085	46 295
Dépenses d'opérations financières	120	991	853	853
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	29 397	171 951	163 581	161 642
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	31 115	155 303	149 990	149 404
Recettes non fiscales	508	2 995	4 770	4 770
Prélèvements sur recettes	-4 794	-29 553	-32 237	-32 254
Fonds de concours	698	1 857	929	929
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	27 526	130 602	123 452	122 849
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	32 320	160 155	155 688	155 102
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-1 871	-41 349	-40 130	-38 793
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	688	2 146	1 996	1 996
Solde des comptes de concours financiers	5 218	-27 330	-25 472	-25 472
Solde des comptes de commerce	149	4 289	468	468
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	-228	-10 246	-10 246
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	6 056	-20 913	-23 004	-23 004
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	4 186	-62 262	-63 134	-61 798



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2017	2016 retraité	2016 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 149	64 612	62 348	62 367
Rémunérations d'activité	6 229	36 626	35 349	35 359
Cotisations et contributions sociales	4 842	27 603	26 600	26 609
Prestations sociales et allocations diverses	77	383	399	399
AUTRES TITRES	18 248	107 339	101 233	99 275
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 765	30 123	25 625	25 457
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 044	11 872	11 481	11 437
Subventions pour charges de service public	4 721	18 251	14 144	14 020
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	12	20 097	20 438	20 438
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	12	20 097	20 438	20 438
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 043	5 271	5 244	5 244
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	893	3 963	4 242	4 241
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	151	1 308	1 002	1 002
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 308	49 866	48 085	46 295
Transferts aux ménages	4 287	24 022	22 489	22 979
Transferts aux entreprises	2 965	9 725	8 565	6 660
Transferts aux collectivités territoriales	1 100	4 559	4 195	4 079
Transferts aux autres collectivités	1 955	11 543	12 824	12 564
Appels en garantie	1	17	12	12
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	120	991	853	853
Prêts et avances	0	278	31	31
Dotations en fonds propres	108	275	252	252
Dépenses de participations financières	12	439	570	570
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	29 397	171 951	163 581	161 642



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2017		Cumul à fin juin 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	170	168	1 667	1 379	1 855
Action de la France en Europe et dans le monde	89	83	919	839	1 166
Diplomatie culturelle et d'influence	57	59	545	350	332
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	26	203	191	214
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	277	282	1 491	1 410	1 446
Administration territoriale	144	139	849	809	793
Vie politique, culturelle et associative	47	39	166	133	182
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	87	104	475	469	470
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	113	110	1 262	1 148	1 552
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	441
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	12	9	631	547	543
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	52	52	315	290	257
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	48	316	311	310
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	55	74	928	1 342	1 497
Aide économique et financière au développement	1	13	118	560	719
Solidarité à l'égard des pays en développement	54	61	811	782	777
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	6	46	1 832	1 792	1 842
Liens entre la Nation et son armée	1	4	20	18	16
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	27	1 727	1 718	1 770
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	15	85	56	56
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	51	53	334	331	314
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	32	185	184	177
Conseil économique, social et environnemental	2	2	41	41	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	107	105	98
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	311	251	1 752	1 245	1 123
Patrimoines	166	76	634	351	347
Création	62	80	498	346	269
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	83	94	621	548	507
DEFENSE	3 958	4 158	23 434	22 221	21 952
Environnement et prospective de la politique de défense	99	211	637	835	840
Préparation et emploi des forces	622	772	4 387	4 396	4 324
Soutien de la politique de la défense	2 163	2 230	11 777	11 775	11 373
Equiperment des forces	1 073	945	6 632	5 216	5 416
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	118	106	717	592	583
Coordination du travail gouvernemental	56	45	302	241	213
Protection des droits et libertés	4	5	41	44	64
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	58	57	373	307	306
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	518	974	7 606	6 531	5 869
Infrastructures et services de transports	224	385	2 631	2 447	2 249
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	16	19	112	79	83
Météorologie (1)	0	0	0	0	97
Paysages, eau et biodiversité	20	20	179	140	125
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	122	365	365	47
Prévention des risques	10	12	109	102	-74
Energie, climat et après-mines	3	3	312	358	237
Service public de l'énergie	1	175	2 329	1 467	1 363
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	244	239	1 570	1 572	1 741



Mois de juin	Cumul à fin juin 2017		Cumul à fin juin 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ECONOMIE	98	183	1 111	1 056	817
Développement des entreprises et du tourisme	47	128	540	488	504
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	41	233	227	229
Stratégie économique et fiscale	15	14	337	340	83
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	183	2 010	15 480	9 720	9 653
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	151	206	1 112	772	636
Aide à l'accès au logement	0	1 750	14 216	8 793	8 687
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	32	54	152	155	330
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	33	28	20 260	20 340	20 646
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	12	12	20 097	20 097	20 438
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	6	1	22	17	12
Epargne	16	15	74	73	96
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-50	35	100
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 773	5 783	36 404	36 149	34 746
Enseignement scolaire public du premier degré	1 787	1 786	10 743	10 742	10 139
Enseignement scolaire public du second degré	2 737	2 747	16 362	16 355	15 874
Vie de l'élève	286	298	3 290	3 206	3 000
Enseignement privé du premier et du second degrés	706	657	4 130	4 047	3 967
Soutien de la politique de l'éducation nationale	167	198	1 131	1 056	1 030
Enseignement technique agricole	89	97	748	743	735
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	905	939	5 531	5 400	5 442
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	690	709	4 099	4 014	3 996
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	73	95	546	535	491
Facilitation et sécurisation des échanges	119	128	757	742	793
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	50
Fonction publique	23	6	129	109	113
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	92	53	774	521	555
Immigration et asile	47	47	679	469	455
Intégration et accès à la nationalité française	45	6	95	52	100
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	30	0	2 630	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	30	0	730	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	1 350	0	0
JUSTICE	894	742	4 736	4 266	4 137
Justice judiciaire	269	271	1 669	1 664	1 676
Administration pénitentiaire	529	374	2 114	1 735	1 629
Protection judiciaire de la jeunesse	64	64	459	391	382
Accès au droit et à la justice	5	6	306	305	293
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	27	186	169	154
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	56	90	386	268	263
Presse	47	15	142	104	100
Livre et industries culturelles	8	75	244	165	158
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	4
OUTRE-MER	53	502	1 346	1 189	1 276
Emploi outre-mer	17	423	1 067	885	938
Conditions de vie outre-mer	36	80	279	304	338



Mois de juin	Cumul à fin juin 2017		Cumul à fin juin 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
POLITIQUE DES TERRITOIRES	132	125	342	284	199
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	32	13	78	65	104
Interventions territoriales de l'Etat	3	7	6	22	7
Politique de la ville	97	106	259	197	87
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	575	4 532	23 634	17 839	13 779
Formations supérieures et recherche universitaire	97	3 522	12 664	9 987	6 507
Vie étudiante	297	260	1 989	1 610	1 524
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	25	231	5 750	3 338	3 260
Recherche spatiale	0	303	1 395	1 047	1 015
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	33	1 018	1 151	857
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	19	112	452	420	341
Recherche duale (civile et militaire)	13	13	83	83	83
Recherche culturelle et culture scientifique	103	35	107	38	5
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	22	176	164	185
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	40	444	5 036	3 589	3 741
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	354	3 057	2 294	2 291
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	759	414	412
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	40	90	1 221	881	1 038
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	556	779	2 805	2 088	1 560
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	372	595	2 465	1 796	1 468
Concours spécifiques et administration	184	184	340	292	92
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	12 477	12 470	53 288	53 266	53 782
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	12 149	12 142	50 771	50 749	50 718
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	328	328	2 517	2 517	3 064
SANTE	51	383	1 153	806	742
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	53	398	193	179
Protection maladie	47	330	755	613	562
SECURITES	1 700	1 804	10 331	9 774	9 170
Police nationale	910	934	5 321	5 141	4 851
Gendarmerie nationale	762	834	4 774	4 378	4 070
Sécurité et éducation routières	3	3	15	11	10
Sécurité civile	25	34	222	244	240
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	521	1 947	15 721	10 098	9 155
Inclusion sociale et protection des personnes	458	872	4 953	2 781	2 151
Handicap et dépendance	-17	997	9 714	6 392	6 129
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	10	10	5
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	74	1 043	916	871
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	34	48	605	413	383
Sport	26	42	186	141	189
Jeunesse et vie associative	9	6	418	272	194
TRAVAIL ET EMPLOI	1 069	2 783	11 567	9 169	8 298
Accès et retour à l'emploi	498	915	5 702	4 341	4 555
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	516	1 806	5 483	4 435	3 351
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	5	31	58	55
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	56	351	335	336
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	30 850	41 866	255 154	225 217	217 363
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	18 373	29 397	201 866	171 951	163 581

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin juin		
	Unité : million d'€.	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Impôt sur le Revenu (A)		4 822	45 007	45 939	45 937
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)		203	847	821	821
Impôt sur les sociétés (C)		13 097	31 598	30 149	30 149
Impôt sur les sociétés		12 812	30 863	29 495	29 495
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés		285	735	654	654
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)		5 605	7 759	8 079	8 079
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu		51	373	307	307
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes		1 181	2 097	2 231	2 231
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)		0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)		0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices		0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune		2 808	3 182	3 125	3 125
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage		0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance		7	73	82	82
Taxe sur les salaires		0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle		9	9	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction		1	5	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue		3	13	13	13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité		7	37	47	47
Contribution des institutions financières		0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales		273	274	178	178
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle		0	2	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	4	8	8
Recettes diverses		1 264	1 690	2 042	2 042
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)		811	4 826	7 605	7 617
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)		16 610	102 112	98 613	98 544
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)		2 436	16 420	12 566	12 039
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices		27	214	205	205
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce		13	88	79	79
Mutations à titre onéreux de meubles corporels		0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers		1	9	5	5
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		145	1 228	926	926



	Mois		Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès		1 113	5 532	5 084	5 084
Contribution de sécurité immobilière		58	337	306	306
Autres conventions et actes civils		40	256	303	303
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		39	204	195	195
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		15	74	74	74
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		18	102	146	146
Timbre unique		-11	137	52	52
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		495	5 113	2 102	1 574
Autres droits et recettes accessoires		0	3	3	3
Amendes et confiscations		7	20	20	20
Taxe générale sur les activités polluantes		7	13	80	80
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		1	87	85	85
Autres droits et recettes à différents titres		0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		1	21	26	26
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	26	27	27
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	23	25	25
Taxe de l'aviation civile		0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		2	26	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		190	1 042	1 015	1 015
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		67	346	344	344
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		32	202	207	207
Prélèvement sur les paris sportifs		26	149	138	138
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		5	29	31	31
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		112	432	362	362
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Autres taxes		26	132	114	114
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)		43 585	208 568	203 772	203 186
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)		31 115	155 303	149 990	149 404



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	142	265	594	594
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	6	6
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	142	237	25	25
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	28	563	563
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	75	704	1 462	1 462
Revenus du domaine public non militaire	7	64	106	106
Autres revenus du domaine public	39	124	82	82
Revenus du domaine privé	0	0	29	29
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	7	112	739	739
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	21	396	362	362
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	135	135
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	6	10	10
Produits de la vente de biens et services (C)	73	459	469	469
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	28	149	184	184
Autres frais d'assiette et de recouvrement	43	299	274	274
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	1	6	7	7
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	11	182	176	176
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	8	40	53	53
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	2	4	4
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	2	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	1	28	27	27
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	2	98	70	70
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	12	12	12



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	112	538	1 252	1 252
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	107	263	813	813
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	12	3	3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	4	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	2	204	376	376
Frais de poursuite	1	5	5	5
Frais de justice et d'instance	1	5	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	94	847	816	816
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	195	237	237
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	23	99	85	85
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	4	4
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	4	4
Récupération d'indus	2	16	39	39
Recouvrements après admission en non-valeur	11	65	70	70
Divers versements de l'Union européenne	0	10	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	10	11	11
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	17	11	11
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	12	129	118	118
Produits divers	26	222	124	124
Autres produits divers	12	69	93	93
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	508	2 995	4 770	4 770

(1) changement de libellé en 2017



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 563	-20 533	-23 404	-23 421
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 789	-17 234	-19 652	-19 669
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-5	-5	-5
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-288	-1 072	-1 275	-1 275
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-39	-43	-241	-241
Dotation élu local	-46	-60	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-26	-25	-25
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	-15	-15
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	-75	-75
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-258	-1 608	-1 663	-1 663
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-15	-17	-39	-39
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-1	-1	-26	-26
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-41	-41	-41
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-118	-341	-282	-282
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 232	-9 020	-8 833	-8 833
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 794	-29 553	-32 237	-32 254
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	675	1 732	813	813
Fonds de concours - coopération internationale	22	125	116	116
TOTAL FONDS DE CONCOURS	698	1 857	929	929



unité : million d'€.

	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 927	7 615	38 301	32 180	40 447	34 176	2 146	1 996
Aides à l'acquisition de véhicules propres	29	55	127	111	170	135	44	23
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	146	166	628	597	895	850	266	253
Développement agricole et rural	2	4	9	39	108	108	99	68
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	40	31	163	203	189	188	27	-15
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	144	41	1 396	1 521	1 461	1 480	65
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	22	120	244	144	193	23	-50
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	925	1 914	5 432	459	3 251	10	-2 180	-448
Pensions	4 573	4 630	27 956	27 727	30 128	29 218	2 172	1 491
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	0	358	19	-42	19
Transition énergétique	1 183	649	3 425	1 404	3 499	1 761	74	358
Comptes de concours financiers	8 682	13 899	59 238	56 926	31 907	31 454	-27 330	-25 472
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	30	0	7 246	6 041	56	71	-7 190	-5 970
Avances à l'audiovisuel public	328	174	1 965	1 934	1 184	1 220	-782	-714
Avances aux collectivités territoriales	8 308	13 689	49 908	48 830	30 394	29 948	-19 513	-18 882
Prêts à des Etats étrangers	16	37	118	121	185	190	67	70
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	88	25	88	24
Comptes de commerce	470	620	23 529	24 027	27 818	24 495	4 289	468
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	54	142	274	211	403	416	129	205
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	16	79	77	82	81	2	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	24	24	1 360	2 059	1 360	2 059	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	96	67	236	256	369	415	133	158
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	249	257	21 228	21 391	21 257	21 477	29	86
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	4	0	0	0	-4	0
Opérations commerciales des domaines	5	10	22	21	34	37	13	16
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	12	12	3	11	-9	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	27	104	315	0	4 309	0	3 995	0
Comptes d'opérations monétaires	102	103	690	10 673	462	427	-228	-10 246
Emission des monnaies métalliques	32	32	83	94	109	97	26	3
Opérations avec le Fonds Monétaire International	71	71	559	10 574	348	324	-211	-10 250
Pertes et bénéfices de change	0	0	48	5	5	7	-43	2
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 181	22 237	121 757	123 806	100 634	90 551	-21 123	-33 255
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 110	22 166	121 198	113 232	100 286	90 227	-20 913	-23 004

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	89	533
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	175	462
	Total organismes à caractère financier	742	264	1 006
	CEPL			
	Régions	1 866	668	2 533
	Départements	5 232	103	5 335
	Communes	23 185	-1 004	22 181
	HLM	567	-160	407
	Autres	22 134	-344	21 790
	Total CEPL	52 984	-737	52 247
	Etablissements publics de santé	5 010	-24	4 986
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	1 049	11 742
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	222	3 996
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	3 569	6 387
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	168	1 030
	Total établissements publics nationaux	18 146	5 009	23 155
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	3 389	9 512	
Union européenne	3 786	-561	3 225	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	6	58	
GIP	662	245	907	
EPL	2 305	829	3 135	
Autres correspondants	12 464	-5 402	7 062	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 364	11 161	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	2 975	105 291	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	0	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	0	9
Total Passif (A)		102 325	2 975	105 300
Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	2 975	105 300



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	77 934	1 698 553
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	61 308	1 548 002
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	77 468	1 528 662
<i>dont - taux fixe</i>	1 251 637	68 415	1 320 052
<i>- taux variable</i>	180 172	8 885	189 057
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-16 160	19 340
<i>dont - taux fixe</i>	35 500	-16 160	19 340
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	16 626	150 551
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	16 626	150 551
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-63	7 072
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	77 871	1 705 625



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.